

Zeitschrift: Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse

Band: 63 (1990)

Heft: 11

Artikel: Gratis-Sprachkurse

Autor: Bonoli, Ignazio / Rochat, Antoine

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-852373>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ängste, Nachhilfe- oder Förderunterricht, Prüfungsvorbereitung, Training für sicheres Auftreten, Redekursen, Unterricht über Menschenkenntnis und vieles mehr. Einen fast unglaublichen Boom (teilweise bis zum Fragwürdigen) zeigen Bereiche wie Esoterik, Psychotrips, New Age, Occultismus und ähnliches.

Vorbildfunktion

Wie schnell private Schulen auf neue Situationen reagieren, bewies seinerzeit das Angebot für ein Bewerber-Training für das Zulassungs-Testverfahren zum Medizinstudium, kaum dass dieses eingeführt war. Bei der Entwicklung neuer Formen des Unterrichts und der Erziehung haben freie Schulen Vorbildliches geleistet. Bekannte Beispiele dafür sind Waldorfschule und Landerziehungsheim oder in der Berufsbildung die Hiberniaschule in Wanne-Eickel sowie die Voith-Werkschule im schwäbischen Heidenheim.

Das Bedürfnis nach Alternativen zur staatlichen Schule war noch nie so gross wie heute. Eltern suchen nach allgemeinen und beruflichen Schulen, in denen ihre Kinder ohne Schäden über die Runden kommen in denen nicht gedankenlos oder absichtlich kaputtgemacht wird, was sie in der Erziehung aufgebaut haben. Freie Schulen sind gefragt, weil sie keine unpersönlichen Lernfabriken sind, sondern meistens kleine Klassen haben. Gefragt sind private Ganztagschulen, in denen der Einfluss auf die

Kinder kalkulierbar ist. Auch die «Fachschiule mit Atmosphäre» wird als Alternative gewünscht, selbst wenn sie in einem eher bescheidenen Gebäude untergebracht ist und äusserlich nicht mit Klötzen aus Glas und Beton konkurrieren kann.

Rein zahlenmässig sind die Freien nur eine verschwindende Minderheit. Doch schliesslich ist auch Salz immer nur eine Brise gegenüber der Masse, die es würzen soll. Die freien Schulen sollen sich darum ständig auf ihre bedeutende Aufgabe in der Gesellschaft besinnen, Vorbilder und Mitgestalter unseres gesamten Schulwesens zu sein.

Friedrich Hermann in der Süddeutschen Zeitung vom 24. 10. 90

Gratis-Sprachkurse

Rund 80 Privatschulen halten sich ab sofort bereit, den 200 Nationalratsmitgliedern zum Aufbessern der Deutsch- und Französischkenntnisse Einzelunterricht zu erteilen.

Weil der Zürcher SP-Nationalrat Moritz Leuenberger am 5. Juni 1986 per Postulat angeregt hat, «zur Verbesserung der gegenwärtigen sprachlichen Verständigung in den Kommissionen für Ratsmitglieder unentgeltliche Sprachkurse in den Sprachen Deutsch und Französisch einzuführen», dürfen die Damen und Herren Nationalratsmitglieder ab sofort auf Kosten der Steuerzahler privaten Nachhilfeunterricht belegen. Leuenberger und 21 sozialdemokratische Mitunterzeichner verlangten per Po-

stulat nach Sprachunterricht «unter besonderer Berücksichtigung des in der Ratsarbeit verwendeten Vokabulars». Am 9. Oktober 1986 hiess die Mehrheit der Grossen Kammer das Postulat gut, und das Ratsbüro machte sich auf, verschiedene Unterrichtsmöglichkeiten näher zu prüfen.

Nunmehr habe sich das Büro für folgende Lösung entschieden, teilte zum Herbstsessionsbeginn Generalsekretär Sauvant den Ratsangehörigen schriftlich mit: «Einzelunterricht von maximal zwanzig Lektionen zu 45 Minuten.» Laut Bürobeschluss sollen diese Kurse versuchsweise bis Ende der Legislatur, also bis zu den nächsten Oktoberwahlen, durchgeführt werden. Mit dem Schreiben des Generalsekretärs erhielten die Volksvertreter auch eine Liste des Verbandes Schweizerischer Privatschulen mit den Adressen jener rund achtzig Bildungsstätten überall im Lande, die bereit sind, Parlamentariern zu besseren Kenntnissen einer anderen Landessprache zu verhelfen. Dazu erging die Weisung: «Falls Sie an einem solchen Kurs interessiert sind, wenden Sie sich bitte direkt an eine der aufgeführten Schulen, stellen Sie gemeinsam mit der Schulleitung ein individuelles Unterrichtsprogramm zusammen, und schicken Sie uns dann zu gegebener Zeit die Rechnung (mit Beglaubigung der Schule).»

Langue politique

Au niveau parlementaire au moins, la guerre des langues pourrait prendre

fin, et ce, aux frais du contribuable. En effet, un postulat du socialiste zurichois Moritz Leuenberger demande que les députés des Chambres fédérales puissent bénéficier de cours de langue (français, allemand, italien) aux frais de la Confédération.

Les conseillers nationaux et aux Etats auront ainsi la possibilité de s'inscrire dans l'un des quatre-vingts établissements enregistrés auprès de la Fédération suisse des Ecoles privées pour y recevoir au maximum vingt leçons privées. Ces cours porteront en particulier sur le vocabulaire de base relatif aux principales activités parlementaires et seront offerts à titre d'essai jusqu'à la fin de l'actuelle législature.

Ignazio Bonoli, directeur du bureau de Lugano de la Société pour le développement de l'économie suisse

La maturité pour tout le monde?

Le canton du Tessin vient d'adopter une nouvelle loi scolaire. A l'intérieur des commissions parlementaires, les discussions ont duré environ trois ans, mais la préparation de cette loi a été bien plus longue. Entretemps, plusieurs choses ont changé dans l'école, de sorte que la loi n'offre pas de nouveautés substantielles. Les nombreux différends que la préparation et la discussion de la loi ont provoqués (parfois même uniquement sur des points secondaires) ont rendu nécessaire l'instauration d'un accord politique à propos d'une loi qui, en substance, n'offrirait de grandes satisfactions à aucun des milieux intéressés.

Or, juste au moment de la discussion, le président du Parti socialiste (qui est également conseiller d'Etat et, comme tel, avait approuvé le projet du gouvernement) a fait des propositions qui devraient révolutionner non seulement la loi, mais aussi le système scolaire en entier.

Quatre nouveautés essentielles: l'introduction de l'année pédagogique de douze mois, ce

qui supprime pratiquement les trop longues vacances d'été; l'offre faite aux enseignants d'une «année sabbatique» pour se perfectionner; l'augmentation d'au moins une année de la scolarité obligatoire; l'offre aux familles d'un «bon scolaire» à utiliser pour l'instruction de leurs enfants, le choix des études et de l'institution scolaire étant libre.

Le PST revient maintenant à la charge reprenant et développant en partie certains de ces concepts. Il propose, au moyen d'une initiative parlementaire, de revoir le système scolaire actuel de manière à porter la scolarité obligatoire à treize ans et de permettre à tous les élèves d'obtenir un certificat de maturité. L'obligation scolaire serait divisée de la manière suivante: cinq ans d'école primaire, trois ans d'école secondaire inférieure, deux ans «d'orientation» et trois d'école secondaire supérieure.

Il est également prévu d'anticiper le début de la scolarité obligatoire à cinq ans, de façon à passer sa maturité à dix-huit ans.

Lors des deux ans d'orientation, l'élève devra procéder à de premiers choix (humanisme, sciences, commerce, industrie, etc.). Ces choix seront ensuite confirmés lors des trois années qui l'amèneront à la maturité. Celle-ci pourra être obtenue dans nombre de disciplines, selon la direction choisie.

Le but de cette nouvelle organisation devrait être, premièrement, de permettre à tous les élèves d'obtenir un certificat de maturité et, deuxièmement, d'améliorer la formation générale, celle des métiers manuels aussi.

La critique principale faite au système actuel s'adresse à la formation des apprentis, qui devrait disparaître de la scène scolaire. D'autre part, même l'élève qui aura choisi de faire des études supérieures se retrouvera confronté au monde du travail, en classe déjà avec ses camarades d'autres disciplines, mais aussi par les matières enseignées elles-mêmes. En d'autres termes, le système d'enseignement actuel devra changer complètement.

A part l'utopie de certaines affirmations, on ne voit pas très bien comment un tel système pourrait s'insérer efficacement dans le système suisse de formation, aussi bien pour ce qui concerne, par la suite, la fréquentation des universités (qui, au Tessin, n'existent pas) que pour la formation professionnelle, régie par des lois fédérales.

Mais la plus grande illusion que l'on semble nourrir est celle d'obtenir un niveau d'instruction générale meilleur alors que – si l'on regarde la réalité en face – on ne peut pas ne pas constater un nivellement inévitable de la

formation générale et probablement aussi de la formation spécialisée.

De plus, ce système ne réussira pas à éviter le déclin de certains types de maturité, qui seront sûrement boycottés tant par les employeurs que par les écoles secondaires supérieures (en particulier celles qui se trouvent dans les autres cantons), comme nous le prouve aussi bien l'expérience de l'école moyenne (à sections ou à niveaux) que celles déjà faites à l'étranger, dont le modèle proposé s'inspire d'ailleurs.

Même le moment choisi pour introduire un tel système semble inopportun. En effet, la baisse de la natalité pose de gros problèmes de personnel aux entreprises et il n'y a pas assez d'apprentis pour répondre aux nombreuses offres d'emplois. Une formation scolaire plus longue semble faire de moins en moins partie des ambitions de beaucoup de jeunes, et les échecs sont nombreux. Il est vrai que l'on pourrait améliorer le système actuel de formation, surtout de la formation professionnelle; mais la nécessité de disposer d'un personnel toujours spécialisé met justement en évidence l'efficacité de l'organisation actuelle «école-usine» en Suisse.

L'entreprise 37/90

Quelle langue à l'école?

Au début de cette année, une question non dénuée d'intérêt a été débattue dans le canton de Neuchâtel: une école privée peut-elle donner un enseignement dans une autre langue que celle pratiquée à l'école publique? Nous évoquerons le débat neuchâtelois, puis la situation dans le canton de Vaud.

1. La question neuchâteloise

Un enseignant voulait ouvrir en terre neuchâteloise une école privée, dispensant un enseignement de niveau primaire, dont les exigences seraient inférieures à celles des écoles officielles. La langue de cet établissement serait l'anglais.

En conséquence, le Conseil d'Etat a proposé au Grand Conseil de modifier la loi scolaire neuchâteloise, en dérogation à l'obligation des écoles privées de fournir une formation équivalente aux écoles publiques: «Le Département de l'instruction publique peut admettre des dérogations, notamment pour les élèves de langue maternelle étrangère dont le séjour dans le canton est temporaire.»

Dans un article paru dans *L'Impartial* (du 24

janvier 1990), le professeur Philippe Bois a rappelé les termes du débat juridique. Le droit neuchâtelois ne contient aucune règle expresse sur la langue de l'école; mais la territorialité de la langue de l'enseignement paraît être un principe constitutionnel non écrit (cf. Aubert, *Traité*, No 313). Autrement dit, la coutume voudrait que le français soit la langue des écoles neuchâteloises; ce principe ne pourrait être modifié que par une votation populaire. De plus, l'égalité de traitement signifie que la dérogation linguistique devrait être accordée non seulement à l'anglais, mais aussi aux autres langues, l'allemand ou le turc par exemple.

Le débat politique n'a apparemment pas traité ces questions. Selon le compte rendu de *L'Impartial* (du 31 janvier 1990), le Grand Conseil neuchâtelois a vu dans la création d'une école en anglais un «pôle d'attractivité» et un moyen de promotion économique. Le conseiller d'Etat libéral Jean Cavadini, chef du Département concerné, a précisé à certains députés inquiets que l'Etat ne saurait subventionner de telles écoles privées. Finalement, la modification proposée a été largement acceptée par le pouvoir législatif neuchâtelois, sans être soumise au vote du peuple.

2. La situation vaudoise

La Constitution vaudoise (art. 18) prévoit que l'instruction obligatoire doit être suivie dans les écoles publiques (gratuites) ou par le biais d'un enseignement privé, d'une valeur «au moins égale» à celui des établissements officiels.

Deux lois du 12 juin 1984 mettent ces principes en application. La loi scolaire précise notamment que la scolarité obligatoire comporte neuf degrés (art. 1 et 5); elle expose en détail les fameuses «structures» de l'école vaudoise. La loi sur l'enseignement privé ne vise elle aussi que l'instruction obligatoire (art. 1). La direction d'une école privée (art. 4) et la faculté d'y enseigner (art. 5) sont soumises à autorisations. Le Département de l'instruction publique et des cultes exerce une surveillance générale sur ces établissements (art. 7).

La législation vaudoise ne dit pas que le français est la langue des écoles du Canton; cela va sans doute de soi. La seule référence linguistique de la loi scolaire concerne d'ailleurs... l'allemand: «Au cinquième degré, tous les élèves suivent le même programme, qui comprend l'enseignement de l'allemand» (art. 26). D'une manière générale, le droit écrit de notre pays parle très peu des langues. La Constitution vaudoise n'y fait sauf erreur aucune allusion. Le Code de procédure civile précise sim-

plement que, devant les tribunaux vaudois, «les parties procèdent en langue française» (art. 8). Les questions linguistiques demeurent donc réglées principalement par le droit non écrit.

Dans notre Canton, le principe de territorialité des langues (un territoire, une langue) est si fortement enraciné qu'il a certainement valeur de norme coutumière. Il signifie que la scolarité obligatoire doit être donnée en français sur tout le territoire vaudois et que la règle ne permet aucune exception.

En général, il est préférable que les principes régissant les questions des langues demeurent non écrits. Comme l'a dit si bien le professeur Pedrazzini, «dès le moment où la question linguistique doit être résolue de façon juridique, elle est déjà entrée dans un état extrêmement critique» (*Res Publica* 1962, p. 239).

Enfin, rappelons que les cantons suisses sont souverains en matière linguistique. Les Neuchâtelois peuvent donc adopter une attitude différente de celle des Vaudois sur la question de la langue de l'école obligatoire. A cet égard, le projet fédéral de révision de l'article constitutionnel sur les langues présente un grave danger: il permettrait à la Confédération d'intervenir directement dans ces affaires. Il faut donc s'y opposer vigoureusement.

*Antoine Rochat dans «la Nation»
25. 8. 90*

Le privé en chiffre

Les effectifs du privé pour 1990 sont sensiblement identiques à ce qu'ils étaient en 1989. Les élèves du secteur privé étaient 8577 l'an dernier. Les quelques 35 écoles de l'Association genevoise des écoles privées accueilleront cette année près du 15% du total des étudiants du canton. Quelque 60% des élèves du privé sont de nationalité étrangère, contre 40% pour les institutions publiques.

Coût des études: 7000 et 9000 francs par an pour les élèves en âge de scolarité obligatoire; entre 9000 et 12 000 francs pour les étudiants du niveau collège. Prix plus qu'acceptables, puisque selon le mémento des statistiques de l'enseignement à Genève, un élève du cycle d'orientation coûte près de 19 000 francs par an à la collectivité, un collégien plus de 20 000.

A Genève, les écoles privées ne sont pas subventionnées.

*Le Courrier de Genève
24. 8. 90*

Arztgehilfin: Bald staatlich anerkannt?

Die Ausbildung der Arztgehilfinnen wird seit 1969 von der Verbindung der Schweizer Ärzte (FMH) überwacht. Verschiedene Versuche, einen öffentlich anerkannten Abschluss zu schaffen, sind bisher gescheitert. Vor allem der kleine Schweizerische Medical-Assistants Verband (SMAV) in Luzern hat sich unbeirrt für eine Biga-Lösung eingesetzt. Längere Zeit war umstritten, ob die Arztgehilfinnen den gewerblich-technischen Berufen zugezählt werden können. Die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen hat dann die Frage im positiven Sinn geklärt.

Dennoch sperrten sich die Ärzte zunächst gegen eine Unterstellung unter das Biga (Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit). Sie wollten die Kontrolle über die Ausbildung nicht verlieren und bezweifelten, dass sich genügend Lehrstellen finden liessen.

Noch 1988 sah sich die FMH durch eine Umfrage bei den Mitgliedern in ihrer Haltung bestärkt.

Inzwischen haben die Verantwortlichen aber erkannt, dass der Beruf attraktiver gemacht werden muss, namentlich auch was das Schulgeld anbelangt. Und so wurde beschlossen, doch an das Biga zu gelangen. Ein erstes Gespräch hat im August stattgefunden. Laut Reto Laetsch, der bei der FMH für die Arztgehilfinnen zuständig ist, zeichnet sich eine Lösung ab, die den Ärzten entgegenkommt: Statt der üblichen dreijährigen Lehre sind zunächst ein Jahr Schule und dann zwei Jahre praktische Ausbildung (mit einem Tag Schule pro Woche) vorgesehen. Die Kosten der Ausbildung würden grösstenteils vom Staat getragen. In einigen Monaten soll ein solcher Vorschlag der Ärztekammer zum Entscheid unterbreitet werden. Einem alternativen Modell, das den Ärzten ihren Einfluss belässt, aber auch die Kosten auferlegt, räumt Laetsch kaum Chancen ein.

Nach Auskunft von Margrit Buchwalder, Sektionschefin im Biga, stehen die Aussichten nicht schlecht, dass sich die verschiedenen Parteien (Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbände, Bund, Kantone und Schulen) auf ein solches Konzept einigen. Der ganze Prozess dürfte etwa zwei Jahre in Anspruch nehmen. Ein Pilotversuch mit einem Schulmodell für Zahnarztgehilfinnen und Dentalassistentinnen im Kanton Luzern sei diesen Sommer allerdings innext weniger Monate zustande gekommen.

Die neue Ausbildung bietet den Arztgehilfinnen nicht nur einen europatauglichen Abschluss, sondern ermöglicht ihnen auch eine kleine berufliche Karriere: Wer Lehrtöchter ausbilden will, muss nach Biga-Regeln einen Lehrmeisterkurs besuchen. Da sich die Ärzte kaum dafür eignen, werden die Arztgehilfinnen selbst diese Zusatzausbildung absolvieren können.

Nachteilig wirkt sich die neue Regelung für einen Teil der Privatschulen aus. Sie können nicht unbedingt damit rechnen, dass ihnen die Ausbildung übertragen wird – um so eher, als die Schülerzahlen an den Berufsschulen rückläufig sind. Einige Kantone dürfen zudem vom Gesetz her gar keine Beiträge an Privatschulen zahlen.

Tages-Anzeiger
3. 11. 90

Wie lernt die Schule?

Anlässlich ihres diesjährigen Kongresses diskutierten Mitglieder der *Schweizerischen Gesellschaft für Bildungsforschung* (SGBF) in Einsiedeln intensiv über die Frage, ob das «System Schule» *lernfähig* sei. Die Ansätze sind widersprüchlich: Betonen kritische Stimmen, Schule sei grundsätzlich lernunfähig, sprechen andere von einem rasanten Prozess, der Schule als lernendes System ausweise. Beide Ansichten sind nicht frei von Widersprüchen.

Den Kongress eröffnend, wies *Felix Oggenfuss* (Luzern) auf das Ziel der Debatten hin: Es gehe darum, dem Stand des Denkens über die Veränderbarkeit von Schule nachzuspüren. Allerdings strapaziere der personenbezogene Begriff «Lernen», angewandt auf Schule, das in der Regel individualistisch verstandene Denkmodell. Die gewollt-provokative Analogie freilich regt laut Oggenfuss zum Nachdenken über Schule an. Initiiert wurden die Gespräche schliesslich mit einer Reihe von Thesen.

«Schule lernt weniger gut als andere formale Organisationen», meint *Hans Geser* (Zürich) aus soziologischer Sicht. Für ihn schafft eine hohe Formalisierung günstigere Bedingungen für Lernprozesse. Je begrenzter ihre Lernziele sind, desto eher kann sich Schule von äusserer Orientierung und Steuerung unabhängig machen. Je vielfältiger also ihre Ziele, desto «weniger kann sie lernen» und desto mehr neigt sie dazu, umweltgerichtete durch innengerichtete, zukunftsbezogene durch gegenwarts- oder vergangenheitsbezogene Orientierungskriterien zu ersetzen. Historisch argumentiert

Lutz Oertel (Zürich): Wesentliche institutionelle Merkmale der Schule hätten sich seit deren staatlicher Neugründung zu Beginn des vorigen Jahrhunderts nicht verändert. Das «institutionelle Ensemble Schule» produziert laut Oertel institutionelle Gleichförmigkeit. Dieser stehe jedoch die Lebendigkeit und Verschiedenartigkeit von Kindern und Jugendlichen gegenüber. Pierre Marc und Jean Zahnd (Neuenburg) dagegen erkennen etliche Reformen, die belegen, dass Schule lerne. Es gelte freilich, unter den Unterrichtenden eine «Philosophie der Erziehung» zu begründen, die eine «persönliche Einbindung» der Lehrenden in ihre Arbeit zur Folge haben müsste.

Von einem «personalen Verständnis» des Problems gehen Reinhard Fuhr und Martina Gremmler-Fuhr (Göttingen) aus. Lernprozesse des Systems Schule können in ihrer Sicht nur ausgelöst werden, wenn alle Betroffenen «persönliche Mitverantwortung für ein gemeinsames Anliegen übernehmen». Dies bedingt, dass sich die Beteiligten gegenseitig ernst nehmen. Dagmar Hexel und Daniel Bain (Genf) wiederum finden Lernprozesse der Schule nur als erzwungene: «Schule lernt nicht, sie weiss», meinen sie und weisen auf die Schwerfälligkeit des Systems hin. Ähnlich argumentieren Monica Gather-Thurler und Philippe Perrenoud (Genf), die Schule nur dann als lernfähig einstufen, wenn alle Beteiligten – darunter auch die Erziehungswissenschaftler – sich dieselben Fragen stellen. Für Maurice Galton (Leicester, GB) lernt Schule dann, wenn es ihr gelingt, einen «Sinn für Zusammenarbeit innerhalb der Schulgemeinschaft» aufzubauen. Konflikte lösen können, Unterricht sorgfältig zu beobachten, Elternarbeit und Abbau des Trugbildes, ein «Superlehrer» zu sein, gehören für ihn zu den Bedingungen eines lernfähigen «Systems Schule». *NZZ 194/90*

INFORMATIONEN SCHULE SCHWEIZ INFORMATIONS SCOLAIRES SUISSES

Wintersport und Sprachkurse

Wintersport und Sprachkurse für junge Leute werden auch diesen Winter von Privatschulen vor allem im Waadtland und im Wallis angeboten. Über Aufenthaltsort, genaue Daten, Altersgruppe der Teilnehmer, Kursprogramm und

Preise orientiert das SVZ-Informationsblatt «Wintersport und Sprachkurse für junge Leute 1990/91». Gratis zu beziehen bei der Schweizerischen Verkehrszentrale, Postfach, 8027 Zürich. Bestellung bitte mit Postkarte.

Sports d'hiver et cours de langues

Les sports d'hiver alternant avec les leçons de langues sont une spécialité des écoles privées des Alpes vaudoises et du Valais. On trouvera tous les renseignements souhaités sur les stations, les dates, l'âge des participants, le programme pédagogique et les prix sur la feuille d'information «Sports d'hiver et cours de langues pour jeunes 1990/91». Diffusion gratuite par l'ONST, Case postale, 8027 Zurich; on voudra bien commander par carte postale.

VSP-NACHRICHTEN INFORMATIONS DE LA FSEP

Juventus-Schulen Zürich

Immer mehr Frauen sind daran, Einfluss zu nehmen auf die gesellschaftliche, politische, wirtschaftliche und kulturelle Gestaltung unserer Gegenwart und Zukunft. Welche persönlichen Chancen bieten sich bei dieser Entwicklung? Ziel der öffentlichen Vortragsreihe «Frauen im Gespräch» der Juventus-Schulen in Zürich ist es, Möglichkeiten von aktiver Lebensgestaltung, persönlicher Weiterbildung, Selbsterkenntnis und Standortbestimmung usw. aufzuzeigen.

Didac-Schulen Bern

Für rund 500 Schülerinnen aus allen Teilen der Deutschschweiz ging kürzlich ihr «Didac»-Welschlandjahr zu Ende. Während den letzten zwölf Monaten besuchten die 15- bis 17jährigen Mädchen während vier Halbtagen pro Woche den Unterricht in Genf, Lausanne oder Neuenburg und halfen teilweise im Haushalt und beim Kinderhüten bei der Gastfamilie mit. Viele der Schülerinnen stellten sich nebst den